

**Alliés contre la faim**

**L'Alliance internationale contre la faim  
(AICF)**

**Stratégie de mobilisation de ressources**

*S'engager à promouvoir un progrès plus rapide  
vers  
l'éradication de la faim et de la malnutrition mondiales*

**Secrétariat de l'AICF  
Décembre 2007**



Résumé d'orientation.....	2
<b>I. La situation .....</b>	<b>4</b>
<b>II. L'Alliance internationale contre la faim .....</b>	<b>5</b>
Encadré: <i>Les alliances nationales contre la faim</i> .....	8
<b>III. Conclusions et recommandations.....</b>	<b>9</b>
<b>A. Le processus de consultation .....</b>	<b>9</b>
<b>B. Domaines faisant l'objet d'un consensus.....</b>	<b>9</b>
<b>C. Recommandations:.....</b>	<b>10</b>
<b>1: Confirmation de l'engagement .....</b>	<b>10</b>
<b>2: Portée de l'Alliance.....</b>	<b>11</b>
<b>3: Adhésion accrue .....</b>	<b>12</b>
<b>4: Plaidoyer mondial.....</b>	<b>12</b>
<b>5: Soutien aux alliances nationales.....</b>	<b>13</b>
<b>6: Comblement du fossé entre l'intention et l'action.....</b>	<b>15</b>
<b>7: Création d'une structure de gouvernance permanente de l'AICF .....</b>	<b>15</b>
<b>IV. Mobilisation de ressources.....</b>	<b>17</b>
<b>A. Besoins en ressources .....</b>	<b>17</b>
<b>1: Augmentation des adhésions.....</b>	<b>17</b>
<b>2: Plaidoyer mondial.....</b>	<b>18</b>
<b>3: Soutien aux alliances nationales contre la faim .....</b>	<b>20</b>
<b>4: Coûts du secrétariat de la gouvernance .....</b>	<b>21</b>
<b>B. Avantages .....</b>	<b>22</b>
<b>C. Mobilisation de ressources.....</b>	<b>23</b>
<b>V. Postscriptum: La faim et la malnutrition peuvent être éradiquées.....</b>	<b>24</b>
Encadré: <i>Le cinq mythes de la réduction de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté .....</i>	<b>25</b>
<b>ANNEX 1- Liste des alliances nationales contre la faim actives .....</b>	<b>26</b>

### ABRÉVIATIONS

CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
ECOSOC	Conseil économique et sociale des Nations Unies
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
AICF	Alliance internationale contre la faim
FIAN	Information et réseau d'action pour le droit à se nourrir
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIPA	Fédération internationale des producteurs agricoles
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
PAM	Programme alimentaire mondial

# **Alliance internationale contre la faim (AICF)**

## **Stratégie de mobilisation de ressources**

### **Résumé d'orientation**

Malgré l'ample disponibilité d'aliments dans le monde, la faim et la malnutrition chroniques coexistent à grande échelle, compromettant la vie de milliards de nos semblables, freinant la croissance économique et menaçant la sécurité et la stabilité économique mondiales. Les mesures visant l'éradication de la faim et de la malnutrition grave – y compris celle qui conduit à l'obésité – sont bien comprises mais loin d'être appliquées à l'échelle voulue, bien que les dirigeants du monde se soient engagés à réduire la faim de moitié d'ici 2015. À cause de notre incapacité d'agir efficacement tout en sachant ce qu'il nous faut faire, nous sommes collectivement coupables de condamner inutilement à une mort prématurée un grand nombre de personnes.

La création d'un organisme beaucoup plus énergique de soutien des actions visant à éliminer la faim et la malnutrition – et à abattre, par là même, les principaux obstacles à la réduction rapide de la pauvreté – est essentielle à la promotion d'un engagement politique résolu nécessaire aux niveaux mondial et national.

L'AICF a été créée en 2003 par les organisations pour l'alimentation et l'agriculture situées à Rome (FAO, PAM, FIDA et Bioversity International) et les ONG pertinentes qui siègent à Rome, en vue de promouvoir conjointement une action plus décisive contre la faim et la malnutrition. L'Alliance a parrainé la constitution d'un réseau croissant d'alliances nationales contre la faim dans les pays tant en développement que développés, et elle a contribué à souligner l'importance des thèmes de la faim et de la malnutrition dans les réunions organisées au niveau mondial. Toutefois, son impact reste modeste par rapport à l'ampleur du problème, et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) lui a donc conseillé de mobiliser d'autres ressources pour étendre ses activités.

Pour permettre à l'AICF de s'exprimer avec plus de force et d'efficacité elle doit:

- combattre ouvertement, non seulement la faim, mais aussi la malnutrition et les liens entre elles et la pauvreté, notamment la pauvreté rurale;
- accroître le nombre de ses membres pour y inclure la majorité des institutions internationales influentes, dont les principales ONG internationales, qui luttent contre la faim et la malnutrition chroniques;
- étendre son travail de plaidoyer mondial à l'aide de messages conjoints simples mais convaincants à lancer lors d'événements internationaux clés et, éventuellement, organiser une campagne mondiale pour l'éradication de la faim et de la malnutrition;
- étendre le réseau des alliances nationales et renforcer leurs capacités de plaidoyer.
- combler, au sein des institutions membres, le fossé qui s'est creusé entre leurs politiques déclarées et leurs actions;

- créer une structure de gouvernance légère qui permet aux membres d'organiser les travaux de l'Alliance et de gérer un secrétariat indépendant.

Les institutions s'occupant d'alimentation et d'agriculture situées à Rome continueront à assumer la responsabilité des coûts de base du secrétariat, mais il est conseillé à l'Alliance de mobiliser des ressources additionnelles pour faire avancer le programme ci-dessus en 2008 et 2009. L'accent devra porter sur quatre ensembles d'activités interconnectés :

- amorcer un processus d'augmentation des adhésions à l'AICF en s'adressant principalement aux ONG et fondations internationales;
- renforcer le plaidoyer mondial, et l'orienter vers quatre événements clés (Sommet du G8, Forum sur la coopération pour le développement de l'ECOSOC, Suivi de la Conférence sur le financement pour le développement et Assemblée générale de l'ONU) en 2008 et six événements en 2009; et réaliser aussi une étude de faisabilité pour une campagne éventuelle visant l'éradication de la faim et de la malnutrition;
- renforcer les capacités de plaidoyer de 10-12 alliances nationales de pays en développement, en leur fournissant un accès direct à un portail web interactif, et organiser quatre réunions régionales/sous-régionales pour des alliances nationales candidates, dans le but de créer 20 nouvelles alliances nationales;
- accroître la capacité du secrétariat de fournir ses services à la nouvelle structure de gouvernance et un appui aux alliances nationales.

Il est estimé que les coûts totaux du programme s'élèveront à 2,5 millions de dollars EU.

Parmi les donateurs potentiels figurent les fonds, les fondations, les gouvernements et les organismes régionaux fortement engagés à éradiquer la faim et la malnutrition, et désireux de voir s'instaurer une collaboration plus efficace entre les institutions s'occupant d'alimentation et d'agriculture situées à Rome. En agissant plus audacieusement, l'AICF et ses alliances nationales pourront convaincre un monde sceptique que la faim et la malnutrition peuvent réellement être éradiquées et qu'il est dans l'intérêt de tous – les riches comme les pauvres – d'agir sans tarder.

Le secrétariat surveillera les progrès et fera périodiquement rapport au CSA concernant l'impact de l'Alliance sur le niveau des ressources assignées aux programmes de ses membres visant à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et la mesure dans laquelle des progrès rapides sont accomplis pour réduire le nombre de personnes qui ont faim et sont mal nourries, en particulier dans les pays dotés d'alliances actives.

# L'Alliance internationale contre la faim

## Stratégie de mobilisation de ressources

### I. La situation

L'une des plus grandes absurdités – et injustices flagrantes – du monde aujourd'hui consiste dans le fait que, même si la production agricole mondiale augmente à un rythme plus rapide que l'explosion démographique qui a caractérisé ces 60 dernières années, un être humain sur six n'a pas encore assez à manger pour mener une vie saine, et un être sur trois souffre de malnutrition. La faim et la malnutrition chroniques représentent ensemble un tiers environ du fardeau de maladies auquel font face les pays en développement.<sup>1</sup> Cela n'est pas dû au fait que le monde ne produit pas suffisamment d'aliments pour que tous ses habitants puissent manger correctement. C'est parce que des centaines de millions de personnes sont prises dans le piège de la faim, de la pauvreté et de la malnutrition, piège auquel il est difficile d'échapper par ses propres moyens. Incapables de produire ou de se permettre les aliments dont elles ont besoin pour mener une vie saine, ces personnes sont condamnées à souffrir de maladies fréquentes et ne peuvent rivaliser ni à l'école ni sur le marché du travail avec des personnes physiquement aptes. Pour accentuer cette folie, le problème sanitaire qui s'étend le plus rapidement dans le monde est la malnutrition liée à l'absorption exagérée d'aliments énergétiques menant à l'obésité, laquelle provoquera à l'avenir l'explosion du nombre de personnes qui souffrent de diabète et de maladies cardiovasculaires.

Il ne s'agit pas seulement pour des milliards de personnes d'une souffrance permanente entraînant leur mort prématurée (54 pour cent environ des décès infantiles dans les pays en développement sont attribués à la malnutrition)<sup>2</sup>. C'est aussi un gaspillage prodigieux de potentiel humain qui freine la croissance économique dans les domaines où elle est le plus nécessaire, c'est-à-dire chez les pauvres, accentuant par là même les risques d'insécurité et d'instabilité mondiales.

L'incapacité de réduire le nombre de personnes affamées et mal nourries est manifeste bien que nous n'ignorions pas ce qu'il faut faire pour y remédier. L'éradication de la faim et de la malnutrition ne peut attendre pendant des années que les chercheurs découvrent le traitement approprié.

Quelques pays en développement nous indiquent que la réduction rapide de la faim et de la malnutrition grave peut se concrétiser par l'association d'un engagement politique fort et d'une bonne gestion – et qu'elle est à notre portée. Les preuves qui nous viennent des pays développés montrent que l'amélioration de la nutrition a contribué notablement à leur croissance économique à long terme.<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Mason J., Musgrove P., Habicht J-P. At least one third of poor countries' disease burden is due to malnutrition. Banque mondiale /OMS/NIH DCPD Paper No. 1. Mars 2003.

<sup>2</sup> Pelletier D.L., Frongillo E.A., Schroeder D.G., Habicht J-P. A methodology for estimating the contribution of malnutrition to child mortality in developing countries. *J Nutr.* 1994; 124 2106S-2122S

<sup>3</sup> Voir plusieurs rapports de Fogel, R.W., y compris *Health, Nutrition and Economic Growth*, Chicago, 2003

Nous en sommes, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, au point où l'éradication de la faim et de la malnutrition est parfaitement réalisable. Il ne s'agit pas de disposer simplement des aliments suffisants, mais des processus de mondialisation – en matière de connaissances, communications, commerce, transport et sens partagé de la responsabilité – qui, associés à une accumulation de richesses sans précédent, créent les conditions préalables au succès. Si, tout en étant pleinement conscients du problème et de sa solution et en disposant des ressources nécessaires, nous ne faisons pas tout ce qui est humainement possible pour agir à l'échelle requise, cela veut dire que notre génération n'est pas seulement frappée de myopie, mais qu'elle est aussi, pour l'exprimer sans ambages, criminellement négligente. À cause de notre inertie collective, des millions de nos semblables meurent ou sont mutilés sans raison et sont privés de ce don extraordinaire qu'est la vie, dont les plus fortunés jouissent désormais pleinement, comme il est visible partout.

À l'occasion de deux réunions successives du Sommet mondial de l'alimentation et du Sommet du Millénaire, les dirigeants du monde se sont engagés à réduire de moitié la faim d'ici 2015. Réduire de moitié la faim et, parallèlement, réduire de moitié la pauvreté est le premier Objectif du Millénaire pour le développement (OMD). L'incapacité de réduire la faim et la malnutrition rendra d'autant plus difficile la réalisation de nombreux autres OMD. Bien que l'engagement d'un monarque, d'un président ou d'un premier ministre soit important, leur capacité de s'acquitter de leurs engagements sera inévitablement limitée, notamment dans les pays démocratiques, sans la volonté résolue de leurs populations d'atteindre les mêmes objectifs.

En outre, les efforts déployés par les institutions des Nations Unies responsables de la réduction de la faim et de la malnutrition n'obtiendront pas non plus de résultats tangibles si leurs programmes ne bénéficient pas d'un vigoureux soutien politique.

À l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation en 2001, quelques semaines à peine après les événements du 11 septembre, Johannes Rau, alors président de l'Allemagne, en prononçant son discours à Rome, a admis que « Nous avons besoin d'une coalition internationale contre le terrorisme », mais a proposé aussi une « alliance mondiale contre la faim et la pauvreté. » Cette proposition a été ensuite reprise par le Sommet mondial de l'alimentation : *cinq ans après* dans sa Déclaration de 2002. Lors de la Journée mondiale de l'alimentation 2003, les institutions s'occupant d'alimentation et d'agriculture situées à Rome (FAO, FIDA, PAM et Bioversity International) se sont unies aux organisations de la société civile pour lancer l'Alliance internationale contre la faim.

## **II. L'Alliance internationale contre la faim**

L'Alliance internationale contre la faim (AICF) est « une association volontaire d'organisations internationales et d'alliances nationales contre la faim dont le but commun est l'éradication rapide de la faim dans le monde, et qui savent que leurs actions seront beaucoup plus efficaces si elles travaillent de concert ».

Ses objectifs sont les suivants :

- Renforcer l'engagement national et mondial à éliminer la faim.
- Faciliter le dialogue sur les mesures les plus efficaces à prendre pour atteindre cet objectif.
- Accroître et valoriser les contributions et les capacités des membres de l'Alliance.

- Multiplier les initiatives de soutien mutuel auxquelles participent les gouvernements et d'autres parties prenantes en faveur de la lutte contre la faim.

*La vision de l'Alliance est « qu'elle puisse agir comme promoteur puissant et efficace de l'éradication de la faim et de la pauvreté dans le monde, par le renforcement de l'engagement politique, le déblocage des ressources nécessaires et la valorisation de ses actions moyennant la coordination, la constitution de réseaux et la communication de ses réalisations. »*

Des informations détaillées sur les membres et les activités de l'AICF sont disponibles sur son site ([www.iaahp.net](http://www.iaahp.net)). Parmi ses membres figurent des institutions s'occupant d'alimentation et d'agriculture situées à Rome, un grand nombre d'ONG qui oeuvrent en collaboration étroite avec elles et un nombre croissant d'alliances nationales contre la faim – à l'heure actuelle, 18 dans les pays en développement, 5 dans ceux de l'OCDE, et 25 en préparation (on en trouvera la liste à l'annexe 1). Les membres sont représentés par un Groupe de travail interinstitutions qui a guidé avec succès le lancement de l'AICF. Un petit secrétariat de l'Alliance, dont les coûts de base sont couverts par les institutions s'occupant d'alimentation et d'agriculture situées à Rome est hébergé à la FAO où il est rattaché au bureau du Sous-Directeur général du Département des connaissances et de la communication.

La création de l'AICF est un résultat très important. Sa force réside dans le fait qu'elle associe les pouvoirs et l'autorité convocatrice des organisations internationales aux capacités de ses membres appartenant à la société civile d'exercer des pressions politiques et de lancer des campagnes. Sa création a permis la cessation des rivalités et la dissipation des soupçons profondément enracinés qui avaient souvent entravé dans le passé l'instauration d'une collaboration efficace entre les organisations pour l'alimentation et l'agriculture situées à Rome, et entre ces dernières et la société civile, en particulier les ONG.

En adhérant à l'Alliance, ses membres confirment leur engagement à œuvrer de concert à la concrétisation des OMD, notamment l'objectif 1. Il est implicitement reconnu que les efforts normaux de promotion des membres sont axés principalement sur leurs propres programmes et activités, mais qu'un niveau plus élevé de promotion des objectifs mondiaux fixés par le Sommet mondial de l'alimentation et le Sommet du Millénaire est indispensable pour établir, sur le plan national et international, les conditions politiques aptes à accélérer les progrès vers l'éradication de la faim et de la malnutrition dans toutes leurs manifestations. En unissant les voix de ses divers membres dans une action de promotion mondiale, l'Alliance non seulement se renforce mais apporte aussi un élément additionnel qui complète ce que les institutions individuelles peuvent accomplir avec leurs ressources ordinaires.

L'Alliance réunit sur un pied d'égalité et sur la même plateforme les organisations des Nations Unies et de la société civile. La promotion d'une telle coopération occupe une place importante dans le programme de beaucoup des membres des organisations pour l'alimentation et l'agriculture situées à Rome. L'accent mis par l'AICF sur la formation d'alliances nationales volontaires dans les pays développés et en développement s'harmonise parfaitement avec la priorité accordée par la plupart des membres de la communauté des donateurs au soutien des activités nationales de développement, où les gouvernements et la société civile joignent leurs forces pour atteindre un objectif commun.

Au cours des trois années de son existence, l'AICF a contribué à améliorer le dialogue sur la faim et la pauvreté entre les institutions s'occupant d'alimentation et d'agriculture situées à Rome et ses membres de la société civile, à encourager avec succès la

naissance d'un grand nombre de nouvelles alliances nationales, à forger des liens entre ces dernières, et à entamer un plaidoyer international lors d'événements clés (Forum social de Porto Alegre, Sommet du G8 en Écosse, par exemple). Elle perdue un peu de son élan en 2006-07 en raison de certains ajustements institutionnels survenus au sein de la FAO et de changements de personnalités dans plusieurs de ses institutions membres. Toutefois, les résultats sont prometteurs dans l'ensemble, compte tenu des ressources relativement limitées dont elle dispose et de sa courte existence. Cependant, ses membres reconnaissent qu'elle doit maintenant « changer de vitesse » si elle souhaite concrétiser la vision de ses fondateurs.

En octobre 2006, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), auquel l'Alliance fait rapport sur ses réalisations, lui a demandé « de devenir de plus en plus autonome financièrement à l'avenir grâce à la mobilisation de nouvelles ressources ». En juin 2007, le secrétariat a recruté un consultant<sup>4</sup> pour aider l'Alliance à élaborer une stratégie de mobilisation de ressources. Le présent rapport est le résultat de cette tâche.

---

<sup>4</sup> Andrew MacMillan, ancien directeur de la Division des opérations de terrain de la FAO désormais à la retraite.

## Les alliances nationales contre la faim

Les alliances nationales contre la faim existent maintenant dans 18 pays en développement et 5 pays de l'OCDE (tableau 1). En outre, 25 autres alliances nationales sont à divers stades de formation. Le secrétariat de l'AICF a encouragé leur création en fournissant des directives pour leur constitution et leur opération, et en permettant à certaines d'entre elles d'acquérir une visibilité internationale en facilitant leur participation à des réunions mondiales, en particulier celles du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Il encourage aussi les partenariats et les jumelages entre alliances nationales.

Le secrétariat a délibérément favorisé la diversité des alliances nationales. Elles sont presque toutes pluralistes et comprennent des représentants du secteur public et de la société civile. Parmi ces dernières figurent les ONG et, dans certains cas, des représentants du secteur privé, de groupes religieux, d'universités et de syndicats. Théoriquement, les alliances devraient être neutres sur le plan politique et jouir d'un appui bipartite, ce qui leur permettrait de survivre aux changements de gouvernement. Un niveau élevé de bénévolat parmi les membres de la société civile est également très apprécié.

La plupart des alliances sont de l'avis que leur rôle consiste essentiellement dans la promotion de politiques et programmes qui visent plus efficacement la réduction de la faim, la malnutrition et la pauvreté, et la coordination accrue des activités de leurs membres. Plusieurs promeuvent activement le concept du droit à l'alimentation. Toutefois, certaines s'emploient aussi à mettre en œuvre des petits projets communautaires. Parmi les alliances des pays développés, l'Alliance nationale des Etats-Unis a été la plus dynamique dans la fourniture de soutien aux alliances nationales de pays en développement, favorisant l'instauration de rapports directs entre ses membres et les alliances nationales du Ghana, du Guatemala, de la Jordanie et du Sierra Leone.

L'alliance la plus performante est, sans nul doute, le Conseil national pour la sécurité alimentaire et la nutrition du Brésil (CONSEA). Elle est fortement soutenue par la présidence et réunit tous les principaux acteurs du gouvernement et de la société civile. Elle a obtenu d'excellents résultats en promouvant une approche axée sur les droits à la sécurité alimentaire et la nutrition, et a joué un rôle important en encourageant l'adoption d'une nouvelle législation pour la création de nouveaux cadres institutionnels en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et en assurant une affectation accrue de ressources publiques au secteur de la petite agriculture. Elle partage de façon croissante son expérience avec d'autres alliances nationales.

Tous les membres de l'AICF estiment que son succès dépendra, dans une large mesure, de la réussite des efforts qu'elle déploie pour former un réseau dynamique d'alliances nationales largement autosuffisantes dans les pays développés et en développement, réseau qui garantira un niveau plus élevé d'engagement politique à résoudre les problèmes de la faim et de la malnutrition et, par là même, contribuera sensiblement à la concrétisation des OMD, notamment l'OMD 1.

Le principal message issu d'une enquête sur les alliances nationales menée dans le cadre de cette étude est qu'elles souhaiteraient toutes recevoir un soutien plus actif de la part de l'Alliance internationale et de ses membres. Les demandes principales portaient sur les points suivants :

- Formation et création de capacités du personnel et des membres des alliances nationales axées sur des thèmes clés, comme le droit à l'alimentation, l'éducation nutritionnelle, les politiques de sécurité alimentaire et de nutrition, et la manière de plaider plus activement en faveur de meilleurs politiques et programmes.
- Publications et matériel promotionnel.
- Un site de l'AICF plus interactif, qui deviendrait de façon croissante un outil de communication entre les alliances et d'échange d'informations sur les bonnes pratiques, et qui offrirait des informations exhaustives sur les programmes des institutions membres internationales s'occupant de la réduction de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté.
- Engagement actif dans les programmes nationaux des membres de l'AICF.
- Participation accrue aux événements régionaux et internationaux, qui offrent de bonnes occasions de développer la coopération entre les alliances et les membres de l'AICF, et aident à susciter davantage de confiance et de respect mutuel entre les organisations de la société civile et les institutions gouvernementales.
- Création d'alliances régionales qui réuniraient les représentants des alliances nationales existantes (notamment en Amérique latine et aux Caraïbes, au Proche-Orient et en Afrique du Nord).

### **III. Conclusions et recommandations**

#### **A. Le processus de consultation**

Les conclusions et recommandations qui suivent sont issues d'un processus de consultation qui s'est déroulé entre juin et septembre 2007. Au début, des entretiens ont été tenus avec les représentants de chacune des organisations situées à Rome, ainsi qu'avec des représentants d'ONG (annexe 2). Cet exercice a mené à la rédaction d'un rapport intérimaire qui a été présenté lors d'une réunion du Groupe de travail interinstitutions le 10 juillet où il a été conclu que la création de l'Alliance internationale était pleinement justifiée, mais que ses membres devaient s'attacher à affronter un certain nombre de questions stratégiques avant de procéder à la mobilisation de ressources supplémentaires aptes à leur permettre d'exercer un impact plus décisif. À la réunion du Groupe de travail, il a été décidé de constituer trois groupes de travail subsidiaires pour examiner des questions stratégiques, la mobilisation de ressources et les liaisons entre l'AICF et les alliances nationales. Chacun de ces groupes, qui consistaient en représentants de la plupart des membres, s'est réuni une ou plusieurs fois en août et septembre pour examiner une série de questions soulevées dans le rapport intérimaire et soumettre leurs conclusions sous forme de procès-verbal des réunions.

Le présent rapport s'inspire des conclusions et recommandations des trois groupes de travail, ainsi que d'une enquête menée par courrier électronique sur les alliances nationales dans les pays développés et en développement, enquête qui visait à identifier les attentes de ces alliances, notamment en ce qui concerne le soutien qu'elles sollicitaient de la part de l'AICF. Parmi les personnes interrogées figuraient du personnel de haut niveau des alliances nationales ainsi que des représentants de la FAO dans les pays intéressés. Les conclusions de cette enquête ont été transmises au groupe de travail sur les liaisons entre l'AICF et les alliances nationales.

Un large consensus a été atteint, lors de ce processus, sur la plupart des questions principales relatives à l'avenir de l'AICF et, à vrai dire, aucun élément important de désaccord n'est apparu au cours du processus de consultation. Cette dernière version du rapport répond aux commentaires formulés sur le document provisoire, qui a été distribué aux membres en septembre, et aux observations faites lors d'une réunion du Groupe de travail le 7 novembre 2007.

#### **B. Domaines faisant l'objet d'un consensus**

Un consensus a été atteint sur la manière de traiter les principaux problèmes auxquels font face l'AIFC et les alliances nationales, et sur le chemin à suivre. C'est ainsi que les membres ont:

- Reconnu l'importance de disposer d'une plateforme dynamique pour renforcer la promotion conjointe de questions mondiales d'intérêt commun, outre celle de leurs propres programmes particuliers.
- Confirmé à nouveau leur engagement à l'Alliance et à sa vision hardie, les institutions s'occupant d'alimentation et d'agriculture situées à Rome continuant, en principe, à couvrir conjointement les frais de base du secrétariat à leur niveau actuel environ.

- Reconnu la nécessité d'axer la promotion conjointe, non seulement sur la faim, mais aussi sur la malnutrition et sur les liens entre la faim, la malnutrition et la pauvreté, en particulier la pauvreté rurale.
- Reconnu que l'impact de l'Alliance peut être grandement renforcé en augmentant le nombre de ses membres pour faire participer tous les acteurs clés à ces domaines, tant au sein du système des Nations Unies que de la société civile.
- Pris l'engagement de travailler de concert à la conception de nouvelles activités de plaidoyer mondial, orientées initialement vers des événements internationaux, et d'examiner la possibilité de lancer une campagne bien articulée en faveur de l'éradication de la faim et de la malnutrition.
- Pris note de l'importance de multiplier les activités à l'appui de la constitution d'un réseau solide et croissant d'alliances nationales volontaires dans les pays développés et en développement auxquels les membres de l'AICF offrirait leur soutien
- Reconnu l'importance de combler le fossé, au sein de chacune de leurs propres institutions, entre les engagements stratégiques et les approches des activités opérationnelles.
- Lancé un appel pour la création d'une structure de gouvernance plus définitive afin de remplacer le Groupe de travail interinstitutions, structure qui offrirait d'amples possibilités à tous les membres, y compris ceux des alliances nationales, de jouer un rôle actif dans les activités de l'AICF.
- Lancé un appel pour une plus grande indépendance du secrétariat vis-à-vis de l'organisation hôte.
- Décidé de rechercher conjointement des fonds extrabudgétaires pour couvrir les coûts différentiels d'un ensemble élargi d'activités.
- Reconnu l'importance de consacrer les ressources additionnelles principalement 1) au renforcement des capacités des membres, 2) à des efforts accrus de plaidoyer mondial et 3) au renforcement des capacités des alliances nationales de consolider l'engagement national et de le traduire dans la révision des politiques.

### **C. Recommandations**

Ce consensus vigoureux, issu du processus de consultation sur la plupart des problèmes auxquels se heurte l'Alliance, a permis de formuler les recommandations suivantes qui ont été ratifiées par le Groupe de travail.

#### **1. Confirmation de l'engagement**

##### *Historique*

Les membres fondateurs devront confirmer à nouveau officiellement leur engagement à l'Alliance, afin de mieux convaincre des donateurs éventuels et de nouveaux membres de la viabilité de l'Alliance.

### *Recommandation*

Les chefs de toutes les institutions s'occupant d'alimentation et d'agriculture situées à Rome devront présenter une déclaration conjointe confirmant leur engagement à l'Alliance et à sa vision (y compris son intention d'accroître sa portée et ses membres – voir ci-dessous), et identifiant leurs rôles particuliers vis-à-vis de l'Alliance. Cette déclaration pourrait coïncider avec la réunion de mars 2008 du Comité permanent de la nutrition de l'ONU.

D'autres membres fondateurs, notamment les ONG internationales, seraient invités à souscrire à la déclaration.

## 2. Portée de l'Alliance

### *Historique*

La décision de traiter simultanément les questions relatives à la faim et la malnutrition - et à leurs liens avec la pauvreté - est pleinement justifiée. Avant tout, la plupart des personnes qui souffrent de faim chronique pâtissent aussi d'autres aspects de la malnutrition et sont normalement classées parmi les plus pauvres des pauvres. En outre, un grand nombre de solutions sont similaires. Au lieu de tenter d'améliorer leur situation grâce à des politiques et des programmes séparés, gérés et dirigés par différentes institutions sectorielles travaillant indépendamment, il conviendrait de faire bénéficier les pauvres de programmes intégrés visant à améliorer leur apport alimentaire – au plan de la quantité et de la qualité – et de leur permettre, par là même, de gravir la première marche de l'échelle qui les sortira de la pauvreté profonde.

Certains des programmes nationaux les plus réussis, y compris le programme « Faim zéro » du Brésil, ont adopté de telles approches intégrées et ont reconnu l'importance cruciale d'améliorer l'accès aux aliments par des interventions de sécurité alimentaire ciblées. La plupart des alliances nationales, de même que de nombreuses ONG internationales importantes, concentrent leur attention sur la sécurité alimentaire aussi bien que nutritionnelle. La stratégie déjà adoptée par l'AICF l'a reconnu et a recommandé « d'exercer un impact réel sur la portée et l'efficacité des mesures prises pour combattre la faim et la malnutrition dans le monde » et de « se présenter comme un promoteur puissant et performant de l'éradication de la faim et de la pauvreté ... » L'accent délibéré et simultané mis sur la faim, la malnutrition et la pauvreté n'est guère surprenant puisqu'il reflète les principaux objectifs des institutions situées à Rome, qui ont joint leurs efforts pour créer l'AICF. Le lien entre la faim et la pauvreté est également implicite dans l'OMD 1.

### *Recommandations*

- Maintenir le nom actuel de l'Alliance tout en incluant dans la Déclaration conjointe envisagée (point 1, ci-dessus), une déclaration de consensus sur la portée de l'Alliance indiquant, conformément à la stratégie convenue, son intention de « traiter des questions relatives à la faim, la malnutrition et leurs liens avec la pauvreté profonde ».
- Adopter un énoncé de mission simple et convaincant pour présenter l'AICF comme une plateforme dynamique où tous ceux qui se sont engagés à éradiquer la

faim et la malnutrition dans le monde peuvent se réunir pour organiser un soutien populaire et politique accru, en vue d'une action décisive à l'échelle requise.<sup>5</sup>

### 3. Adhésion accrue

#### *Historique*

Pour des raisons pratiques, l'Alliance a été fondée par des institutions présentes à Rome, mais il a toujours été entendu qu'elle devrait avoir davantage de membres, comme il est indiqué dans le document stratégique 2004 ratifié par ses membres. Ce document souligne que « l'adhésion est ouverte à toutes les organisations de la société civile, aux mouvements sociaux et religieux, au secteur privé et aux organisations internationales – mais, en particulier, aux institutions qui représentent réellement les pauvres et les affamés ».

#### *Recommandations*

- Inclure dans la Déclaration conjointe (voir 1, ci-dessus) une réaffirmation de la déclaration susmentionnée.
- Le secrétariat devra, au nom de ses membres, amorcer un processus visant à augmenter les adhésions. Ce processus encouragera la prise de contact avec tous les "acteurs clés" présents sur la scène internationale et cherchera à les convaincre des avantages de leur adhésion à l'AICF. Pour le système des Nations Unies, y sont compris le FISE (théoriquement déjà membre mais inactif, hormis par son bureau italien), l'OMS, le Conseil permanent de la nutrition, la Campagne du Millénaire de l'ONU et éventuellement le Haut commissariat pour les réfugiés. Parmi les ONG, le processus s'adressera à celles qui, abandonnant les activités d'urgence, se consacrent à long terme à la lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté chroniques, y compris CARE International, International Save the Children Alliance, Oxfam, World Vision, Plan International, Global Alliance for Improved Nutrition (GAIN), Heifer International et Concern Worldwide. Seront également invités des groupes d'ONG de pays développés qui oeuvrent efficacement en qualité d'alliance nationale, y compris, par exemple, German Agro-Action, GORTA, UK Food Group, etc. Le secrétariat sollicitera également l'engagement, en qualité de membres ou d'observateurs, des principales fondations s'occupant au plan international d'agriculture, de sécurité alimentaire, de nutrition et de réduction de la pauvreté, dont UN Foundation, Bill and Melina Gates Foundation, Rockefeller Foundation, Ford Foundation, Clinton Foundation et Sodexo Foundation (voir Mobilisation de ressources, ci-dessous). La liste n'est pas limitée à ces organisations et le site de l'AICF indiquera aussi son intention d'accepter des demandes d'adhésion de toutes les institutions internationales qui partagent l'objectif commun de lutter contre la faim et la malnutrition, sont convaincues des avantages de la collaboration et estiment que l'Alliance représente une plateforme de plaidoyer collectif adaptée.

### 4. Plaidoyer mondial

#### *Historique*

---

<sup>5</sup> Les éléments de cet énoncé de vision, tirés du procès-verbal du Groupe de travail de l'AICF sur les questions stratégiques, figurent à l'annexe 2.

Une grande partie du plaidoyer international est déjà mise en oeuvre au bénéfice de la réduction de la malnutrition (campagnes d'Action Aid International, FIAN, FIPA, PAM/UNICEF, Conseil permanent de la nutrition, etc.) mais elle tend à se centrer sur les priorités et programmes d'institutions individuelles, est fragmentée, manque de cohérence et n'est que faiblement liée aux processus mondiaux de prise de décisions. Il est nécessaire de prévoir un plaidoyer plus efficace et orienté plus systématiquement vers la réduction de la faim et de la malnutrition s'adressant initialement à des événements internationaux désignés. Sans un plaidoyer plus performant au niveau mondial, il n'est guère probable que l'attention politique nécessaire pour réduire plus fortement l'incidence de la faim et de la malnutrition puisse être suscitée.

À plus long terme, l'AICF devra envisager de lancer une campagne mondiale visant à créer dans l'opinion publique une lame de fond puissante en faveur de l'éradication permanente de la faim et de la malnutrition. Ce thème est parfaitement adapté à une campagne, non seulement parce qu'il répond aux aspirations à la justice des gens, mais aussi parce qu'il existe des solutions qui peuvent être reliées à des objectifs assortis de délais précis. Toutefois, une campagne éventuelle devrait également tenir compte des intérêts personnels des populations des pays riches, où les menaces posées par les conflits, les dangers sanitaires croissants au niveau mondial, l'instabilité économique internationale et les flux migratoires accélérés pourraient susciter plus d'engagement populaire que les seules considérations morales.

La priorité immédiate est de créer et de transmettre des messages bien articulés, largement appuyés par tous les membres des alliances nationales, sur quelques grands événements internationaux, dont l'Assemblée générale de l'ONU et les réunions de l'ECOSOC et du G8, ainsi que des événements internationaux de moindre importance intéressant particulièrement les objectifs de l'Alliance – comme les réunions du Conseil permanent de la nutrition, les conférences régionales d'institutions membres, etc. Cela aurait pour effet combiné de rehausser la visibilité de l'Alliance et de mettre en évidence sa raison d'être. Sous réserve d'un succès à ce niveau, l'Alliance pourrait organiser, avec la pleine participation de tous ses membres, y compris les alliances nationales, une grande campagne mondiale menant à un forum international qui serait hébergé par les membres de l'ONU.

#### *Recommandations*

- Soumission par le secrétariat à l'approbation des membres d'un calendrier d'événements mondiaux à cibler en 2008/9, et invitation aux membres à assumer à titre gratuit la responsabilité de chaque événement.
- Invitation aux membres par le secrétariat à désigner des fonctionnaires ou des consultants à les représenter dans un groupe chargé de la préparation d'une documentation de plaidoyer conjoint et d'un matériel médiatique connexe à utiliser aux niveaux mondial et national.
- Recrutement par le secrétariat d'un consultant, ayant une bonne expérience en matière de campagnes, qui serait chargé de préparer une évaluation de la faisabilité d'une campagne mondiale à soumettre aux membres de l'Alliance.

#### 5. Soutien aux alliances nationales

##### *Historique*

L'accent mis sur la création et la promotion des alliances nationales fait l'objet d'une haute priorité pour tous les membres, lesquels reconnaissent l'importance d'un plaidoyer résolu au niveau national, dans les pays développés et en développement, en faveur de politiques et programmes qui affrontent les problèmes de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté profonde. Le caractère bénévole des alliances et la variété de leurs caractéristiques, tant sur le plan de l'adhésion que de la portée de leurs programmes, sont considérés comme une force, bien qu'elles n'aient qu'une expérience pratique limitée en fait de plaidoyer, même si leur engagement est vigoureux. De nombreuses alliances sont anxieuses de renforcer cet aspect ainsi que leurs capacités de mobiliser des ressources, et de forger des liens avec d'autres alliances nationales et des sources potentielles de financement. Les expériences faites par la plupart des alliances existantes sont suffisamment encourageantes pour stimuler les efforts déployés pour augmenter progressivement leur nombre dans les pays intéressés. Il faudra aussi promouvoir les liens entre les alliances nationales et les groupes thématiques sur la sécurité alimentaire, lorsqu'ils coexistent dans le même pays – en prévoyant de les rendre synonymes –, ainsi qu'avec les membres locaux du forum des agriculteurs du FIDA et les forums nationaux sur la sécurité alimentaire que promeut le Global Foodbanking Network..

### *Recommandations*

- Les membres de l'AICF devront assurer aux alliances nationales leur plein appui par le biais de leurs bureaux nationaux, et les inviter à participer à leurs activités locales lorsqu'elles concernent les politiques relatives à la sécurité alimentaire, la nutrition et la réduction de la pauvreté.
- Le secrétariat devra organiser des réunions régionales (an marge d'autres événements, si possible) à l'intention des alliances nationales existantes ou naissantes, avec des membres internationaux pour approuver des stratégies et planifier un soutien mutuel.
- Le secrétariat de l'AICF devra octroyer (jusqu'à ce que d'autres ressources pourront être mobilisées directement par les alliances) des donations d'une importance moyenne, impulsées par la demande et compétitives, à des alliances nationales prometteuses de pays en développement. Et ce, afin de renforcer leurs capacités en matière de pressions politiques, de plaidoyer et de mobilisation de ressources, d'acquisition de compétences dans le domaine de la constitution de réseaux, de soutien fourni à d'autres alliances nationales et de participation à des événements internationaux importants. Cependant, l'Alliance n'octroiera pas de donations pour les projets de développement réalisés par les alliances nationales, lesquels devront être financés à partir d'autres sources de financement pour le développement.
- Le secrétariat devra encourager les alliances nationales des pays développés à renforcer la coopération avec celles des pays en développement.
- Il faudra améliorer le site de l'AICF pour en faire un point de rencontre interactif pour les alliances nationales et des sources potentielles de fonds et de compétences. Lorsque cet outil sera à même de relier les alliances nationales et les donateurs, les donations directes offertes par l'Alliance internationale aux alliances nationales pourront cesser d'exister.

- Il faudra détacher pendant deux ans un membre expérimenté du personnel d'une alliance nationale et le charger d'assurer la liaison, au sein du secrétariat, avec d'autres alliances nationales.
- Il conviendra d'accroître la mise à disposition des alliances nationales des pays en développement de davantage de publications pertinentes imprimées à l'intention de leurs membres qui ne peuvent accéder facilement à internet. Les membres de l'AICF sont invités à inclure les alliances nationales dans la liste d'adresses de leurs publications.

## 6. Comblement du fossé entre l'intention et l'action

### *Historique*

Un long laps de temps s'écoule normalement entre l'énoncé de nouvelles politiques et leur application par les grandes institutions, y compris les institutions s'occupant d'alimentation et d'agriculture situées à Rome. L'absence de communication est souvent très sensible entre les services du siège et les bureaux de pays.. L'inertie institutionnelle qui en est responsable nuit à la crédibilité des efforts de plaidoyer, et il est impératif que l'AICF vérifie que les messages, qui sont à la base des pressions politiques exercées, soient rapidement reflétés dans toutes les actions de ses membres, notamment au niveau des pays.

### *Recommandations*

- Les membres de l'AICF devront identifier leurs propres programmes intéressant l'Alliance et s'entretenir avec les coordonnateurs des opérations et les représentants nationaux pour voir comment l'Alliance peut valoriser ces programmes et inversement.
- Le secrétariat de l'AICF devra participer aux actions entreprises au sein d'institutions membres pour sensibiliser le personnel aux répercussions opérationnelles des politiques, stratégies et objectifs promus par les membres de l'Alliance.

## 7. Création d'une structure de gouvernance permanente de l'AICF

### *Historique*

Le Groupe de travail interinstitutions a œuvré activement en qualité de forum pour promouvoir la participation des membres fondateurs situés à Rome au processus de création de l'AICF et de formulation de ses stratégies. Maintenant que l'Alliance est opérationnelle et que ses membres sont destinés à augmenter, il est unanimement reconnu qu'une structure légère mais plus définitive est nécessaire. Elle devrait être conforme à l'objectif déclaré par l'Alliance selon lequel tous les membres « ont un statut égal dans l'Alliance et peuvent participer à sa direction, sa gestion et ses activités ». Étroitement reliée à ce principe est la nécessité pour l'Alliance de bénéficier plus qu'elle ne l'a fait jusqu'ici des avantages comparatifs de ses différents membres, en leur permettant de s'engager dans des domaines où leur contribution sera la plus utile. Par exemple, les participants appartenant à l'ONU ont une marge d'action limitée en matière de plaidoyer due à leur réticence compréhensible à critiquer leurs membres ou à solliciter un soutien vocal public en faveur d'un changement de politique. Les ONG internationales se heurtent à moins de contraintes et leur expérience en matière d'organisation de grandes campagnes internationales à l'appui

d'un monde meilleur est prestigieuse – qu'il s'agisse de la diminution des dettes, de l'interdiction des mines terrestres, de la réduction du VIH/SIDA ou du changement climatique. Toutefois, en travaillant en partenariat, même les ONG internationales les plus puissantes – dont quelques-unes effectuent des opérations plus importantes que celles des partenaires de l'ONU - peuvent bénéficier de la capacité du système des Nations Unies de convoquer et d'engager les gouvernements, de créer des informations, d'établir des objectifs mondiaux et de communiquer leurs résultats.

Les nouveaux arrangements doivent permettre aux membres, y compris les alliances nationales, de jouer un rôle actif dans la formulation des politiques de l'Alliance. Toutefois, pour des raisons pratiques, il faut que la supervision régulière des programmes et politiques de l'Alliance, ainsi que le travail du secrétariat, relève d'un petit sous-ensemble, ou groupe de base, de membres, élus théoriquement par les membres eux-mêmes pour représenter chaque « circonscription » (voir ci-dessous). Afin de réduire, dans la mesure du possible, l'empreinte environnementale de l'Alliance, toutes les réunions des entités de la nouvelle gouvernance de l'Alliance devraient être soit virtuelles soit liées à d'autres réunions auxquelles participeraient dans tous les cas les membres des organes directeurs.

Les membres sont convenus unanimement que le secrétariat devra rendre compte en premier lieu aux membres de l'Alliance plutôt qu'à l'institution qui l'héberge. Cependant, l'AICF continuera de faire rapport officiellement au CSA pour assurer la responsabilité internationale.

### *Recommandations*

Il est recommandé que le Groupe de travail cesse d'exister et qu'il soit remplacé dès que possible par une structure à deux niveaux.

- Le premier niveau serait représenté par le forum des membres de l'AICF (ou conseil directeur, si un terme plus officiel est préférable) qui agirait, le cas échéant, en qualité de « collège électoral » de l'Alliance, au sein duquel les membres seraient placés dans des circonscriptions distinctes (institutions des Nations Unies, groupes régionaux des alliances nationales, ONG, secteur privé, donateurs, etc.). Le forum des membres serait chargé d'élire son propre président et les membres d'un petit conseil consultatif. Il se réunirait normalement « virtuellement » par le biais d'un scrutin postal et électronique, et disposerait d'un espace particulier sur le site de l'AICF pour les échanges d'idées entre les membres. Le forum serait convoqué exceptionnellement à l'occasion d'événements importants (le lancement ou le point culminant d'une campagne mondiale contre la faim et la malnutrition, par exemple). Les membres individuels du forum pourraient être invités à d'autres événements.
- Le deuxième niveau serait représenté par le Conseil consultatif de l'AICF avec un nombre maximum de 15 membres. Il est proposé, si le forum des membres devient fonctionnel, que les membres fondateurs s'emploient rapidement à constituer un conseil consultatif intérimaire qui aurait une durée de deux ans. Il pourrait inclure des membres désignés par les institutions fondatrices s'occupant d'alimentation et d'agriculture situées à Rome [4]<sup>6</sup>, la Campagne du Millénaire

---

<sup>6</sup> Il est suggéré que, plutôt que de désigner leur propre personnel comme membres, les institutions s'occupant d'alimentation et d'agriculture situées à Rome invitent des individus de renommée mondiale à représenter leurs intérêts au sein du Conseil et rehaussent, ce faisant, son image et profitent de leur expérience. Si l'on décide de

des Nations Unies [1], des alliances nationales [5 représentants régionaux], des ONG [3], le secteur privé [1] et des donateurs [1]. Le conseil se réunirait chaque trimestre, soit virtuellement soit matériellement, pour fournir au secrétariat des avis sur les plans de travail et les priorités, les grandes questions stratégiques, et d'autres thèmes pour lesquels le secrétariat ou les membres du conseil estiment qu'une orientation est nécessaire.

- Le secrétariat continuerait à être hébergé à la FAO pendant les trois prochaines années au moins, après quoi les services d'hébergement pourraient être confiés à un autre membre, conformément à l'avis du Conseil consultatif. Toutefois, il sera tenu de rendre compte en premier lieu au Conseil consultatif, et agirait en qualité de projet au titre de fonds fiduciaires multidonateurs, basé au siège de la FAO et rattaché, pour assurer la liaison, au Bureau du Sous-Directeur du Département des connaissances et de la communication. Le secrétariat cesserait de représenter l'Organisation vis-à-vis de l'AICF et la FAO désignerait un centre de liaison local séparé pour les questions relatives à l'AICF, lequel serait relié au groupe de travail inter-divisions responsable des activités de l'Organisation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
- Tant le Conseil consultatif que le secrétariat seront autorisés à convoquer les groupes de travail pour l'examen à brève ou longue échéance de certaines questions particulières.

## **VI. Mobilisation de ressources**

### **A. Besoins en ressources**

Les recommandations susmentionnées exigeront des ressources considérables. Elles sont examinées ci-dessous relativement à quatre principales catégories de dépenses – augmentation des adhésions, plaidoyer mondial, soutien aux alliances nationales et renforcement du secrétariat. Les estimations concernent une période de deux ans (2008-2009).

#### **1. Augmentation des adhésions**

Tout en étant suffisant pour fonder l'Alliance, le nombre d'adhésions actuel (voir [www.jaahp.org](http://www.jaahp.org)) est trop limité pour réaliser les objectifs de l'AICF. Les membres conviennent de la nécessité d'inviter d'autres à se joindre à eux, comme indiqué ci-dessus.

Accroître le nombre de membres n'est pas simplement une question d'invitations à envoyer. L'Alliance devra persuader des membres candidats qu'elle représente un instrument efficace de plaidoyer international en faveur des questions relatives à la faim et à la malnutrition et que, en adhérant, ils ajouteront valeur et impact. Cela veut dire amorcer un processus de création de confiance en l'Alliance et susciter un engagement à renforcer réellement l'action concertée.

L'Alliance accueillerait avec satisfaction l'engagement d'une fondation ou d'une ONG internationale comme partenaire dans la conception, la gestion et le financement d'un tel processus visant à accroître l'adhésion de membres internationaux. Le processus pourrait comprendre les étapes suivantes :

---

suivre ce plan d'action, ces institutions désigneraient chacune un remplaçant choisi parmi leur personnel qui servirait aussi de point de contact entre les membres du Conseil consultatif et l'institution concernée.

- Des réunions entre les représentants de la fondation/ONG, le secrétariat de l'Alliance, ses membres fondateurs et des dirigeants choisis d'alliances nationales, au cours desquelles seraient préparé le processus, définies les responsabilités respectives et estimés les coûts ;
- Des contacts exploratoires, personnels si possible, avec les dirigeants des institutions membres candidates afin d'obtenir leur intention éventuelle à se joindre à l'Alliance et à comprendre leurs attentes à cet égard. Certaines de ces réunions pourraient être organisées au niveau de chefs d'institutions ;
- Préparation et convocation d'une réunion d'un jour sur l'augmentation des adhésions à l'Alliance lors de la Journée mondiale de l'alimentation 2008 ou aux alentours, ou du cinquième anniversaire de la fondation de l'Alliance.

La liste des domaines pour lesquels serait nécessaire un financement émergerait des débats initiaux et comprendrait probablement les points suivants:

- Détachement d'un membre du personnel de la fondation ou de l'ONG auprès de l'AICF pendant neuf mois ;
- Préparation et publication d'un prospectus pour les nouveaux membres ;
- Voyages du personnel de l'Alliance ou de représentants de membres aux sièges de membres candidats désignés pour présenter l'Alliance.
- Convocation d'une réunion sur l'accroissement du nombre des adhérents à l'Alliance, y compris les coûts des voyages du personnel et de représentants désignés des alliances nationales, de l'interprétation simultanée et d'autres services liés à la réunion.

Les coûts totaux du processus ne devraient pas dépasser **200 000 dollars EU**.

## 2. Plaidoyer mondial

Au cours des deux prochaines années, le secrétariat de l'AICF travaillera avec ses membres pour renforcer ses activités de plaidoyer en faveur d'un monde libéré de la faim et de la malnutrition sur une base systématique, les orientant vers quelques importants événements internationaux, ainsi que plusieurs réunions plus spécialisées. Les principaux instruments seront les événements auxiliaires, les débats de groupe, les séances d'orientation de haut niveau à l'intention des délégués, les conférences de presse et les présentoirs. La participation de représentants d'alliances nationales désignées serait facilitée pour tous les événements. Grâce à l'appui des responsables de la communication des membres de l'Alliance, le secrétariat organisera la production croissante de matériel d'intérêt général pour étayer les activités de plaidoyer mondial de l'Alliance. Il inviterait des institutions membres individuelles (ou des groupes de membres) à assumer la direction, au nom de l'Alliance, de la planification et la mise en place d'arrangements de participation à chaque événement choisi.

Pendant cette période, grâce aux services d'un consultant en matière de campagne, l'Alliance examinera la portée éventuelle et la faisabilité d'une campagne internationale efficace pour l'éradication de la faim et de la malnutrition.

Dès lors, l'AICF cherchera à obtenir des ressources pour les activités de plaidoyer mondial suivantes :

- Préparation, traduction et publication de brochures d'intérêt général de l'AICF, de matériel d'information, de présentations Power-point et de grandes affiches à utiliser à l'occasion d'événements internationaux. Budget proposé : 100 000 dollars EU.
- Soutien à des activités de promotion conjointes lors de quatre importants événements internationaux en 2008 et six en 2009. Les événements proposés pour 2008 comprennent:
  - Le Sommet du G8 d'Hokkaido, 7-9 juillet. Thème principal proposé: Vers l'amélioration de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des moyens d'existence en Afghanistan: la contribution des membres de l'Alliance. Leader éventuel: Action Aid.
  - Le Forum de l'ECOSOC sur la coopération pour le développement, New York, juillet 2008. Thème principal proposé: Des histoires de succès dans la réduction de la faim, la malnutrition et la pauvreté: ce que l'on peut réaliser avec un engagement politique fort. Leader éventuel: la FAO.
  - L'Assemblée générale des Nations Unies, septembre, Thème principal proposé : L'ONU et les partenariats de la société civile s'unissent contre la faim et la malnutrition – L'AICF, le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies, l'Initiative visant à éliminer la faim et la malnutrition chez les enfants et GAIN. Leader éventuel: le PAM.
  - Le suivi de la Conférence internationale sur le financement pour le développement, deuxième moitié de 2008, Doha, Qatar. Thème principal proposé: Le piège de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté et ses liens avec la croissance économique. Leader éventuel: le FIDA.

Le budget proposé pour chaque événement destiné à couvrir le coût de la préparation des documents (y compris les études de cas), le voyage des participants (y compris les représentants des alliances nationales), la location des salles de réunion et l'interprétation simultanée s'élève à 100 000 dollars EU ou à un montant total de 1 million de dollars EU pour dix événements.

- Soutien du plaidoyer conjoint lors de réunions internationales moins importantes (Comité permanent de la nutrition, 35<sup>e</sup> session, Hanoi, 2-7 mars ; Journée internationale de la femme, 8 mars ; Journée mondiale de la biodiversité, 22 mai, etc.) auxquelles des membres de l'Alliance seront présents ou activement engagés mais offriront d'entreprendre à titre bénévole des activités de promotion au nom de l'Alliance. Les donations octroyées pour couvrir les coûts différentiels seraient fournies à hauteur de 10 000 dollars EU par événement pour 4-6 événements en 2008 et 6-8 en 2009. Coût total: 100 000 dollars EU.
- Établissement d'un contrat avec un consultant international pour la réalisation d'une première évaluation de la faisabilité du lancement d'une campagne internationale visant à mobiliser un soutien public massif à l'éradication de la

faim et de la malnutrition. Budget éventuel (trois mois de consultation et voyages): 50 000 dollars EU.

Sur la base de ce qui précède, les coûts totaux escomptés pour les activités de promotion s'élèveraient à **1 250 000 dollars EU**.

### 3. Soutien aux alliances nationales

Le soutien de l'AICF aux alliances nationales portera principalement sur le renforcement de leurs capacités d'influencer les politiques de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté dans leurs pays. Des mesures seront prises aussi pour encourager la constitution de réseaux et accroître l'appui réciproque entre les alliances nationales et entre ces dernières et les membres de l'AICF. En outre, le site de l'Alliance deviendra un portail interactif. Enfin, l'Alliance encouragera la formation de nouvelles alliances nationales dans les pays développés et en développement.

L'Alliance entend chercher des ressources supplémentaires pour financer les activités suivantes :

- Donations en faveur du renforcement des capacités des alliances nationales:
  - ❖ L'Alliance établira un mécanisme temporaire qui fournira des donations aux alliances nationales des pays en développement, en vue de renforcer leurs capacités de promotion – et éventuellement de mobilisation de ressources – de leur personnel et du personnel de leurs organisations membres. Conformément aux principes de promotion de l'autosuffisance de l'AICF, les alliances nationales qui demandent des donations devront définir leurs propres priorités et programmes. Elles identifieront aussi leurs sources d'assistance préférées à utiliser aux fins de la création de capacités (soutien technique d'autres membres des alliances nationales ou de l'AICF ou de consultants nationaux ou internationaux, par exemple). Une fois que les alliances nationales seront en mesure d'obtenir des financements directement des donateurs, le mécanisme cessera d'exister. La donation maximale proposée pour les alliances nationales pendant la période de deux ans serait de 50 000 dollars EU, dont 20 pour cent au maximum seront utilisés pour l'achat de matériel (ordinateurs, imprimantes, projecteurs, par exemple). Le financement initial proposé pour le mécanisme est de 400 000 dollars EU et devrait suffire aux besoins de 10-12 alliances nationales.
  - ❖ Le secrétariat établira un contrat avec un des membres de l'Alliance pour la préparation de matériel de formation portant sur les besoins de renforcement des capacités des alliances nationales, qu'elles soient ou non bénéficiaires de donations. Dans la mesure du possible, les matériels de formation consisteront en matériel imprimé et vidéos existants, mais ils seront complétés par d'autres outils préparés expressément pour satisfaire les besoins particuliers des alliances nationales, y compris des études de cas présentant des alliances nationales ayant eu du succès. Le coût estimé de l'achat, la préparation, la traduction et la distribution de 20 exemplaires du matériel de formation à chacune des 25 alliances nationales s'élève à 50 000 dollars EU, en supposant qu'une partie du matériel sera fourni à

titre gratuit par les membres de l'AICF et qu'un minimum d'outils entièrement neufs devront être créés.

- Renforcement de la constitution de réseaux.
  - ❖ Le secrétariat entend transformer le site de l'AICF en un portail interactif capable de recevoir du matériel fourni directement par les alliances nationales ou d'autres membres de l'Alliance. Le coût de cette transformation et de sa gestion (avec une traduction multilingue) est estimé à 50 000 dollars EU sur deux ans.
  - ❖ La participation facilitée des alliances nationales de certains pays en développement aux réunions du CSA a grandement contribué à renforcer leur confiance en soi et leur visibilité internationale, et leur a permis d'établir des liens précieux avec d'autres membres d'alliances nationales et de l'AICF. Elle a aussi consenti aux membres du CSA d'apprécier la valeur des alliances nationales. L'Alliance invitera les représentants de 10 alliances nationales à participer chaque année aux réunions du CSA. Les coûts relatifs aux voyages sont estimés à 5 000 dollars EU par participant ou 100 000 dollars EU pour la période de deux ans.
- Augmentation du nombre d'alliances nationales actives
  - ❖ Des réunions seront tenues chaque année dans deux régions ou sous-régions, hébergées par une alliance nationale existante, auxquelles seront invités des représentants d'alliances nationales naissantes voisines, dans le but de tirer des enseignements d'expériences réussies et de renforcer leur décision de progresser. Cette activité devrait aboutir à la création de 20 nouvelles alliances nationales. Les coûts relatifs aux voyages sont estimés à 2 000 dollars EU par personne pour 25 participants par réunion : coût total 200 000 dollars EU.
  - ❖ Détachement auprès du secrétariat d'un membre du personnel d'une alliance existante pour entreprendre le surcroît de travail déterminé par la croissance des activités liées aux alliances nationales. Le coût de ce poste à court terme, équivalant au niveau de P-2 ou P-3, plus les frais de voyage, s'élèverait à 150 000 dollars EU.

Les coûts totaux estimés pour l'appui aux alliances nationales s'élèvent à **950 000 dollars EU**

#### 4. Coûts du secrétariat et de la gouvernance

Les coûts de base du secrétariat, qui atteignent quelque 300-350 000 dollars par an, continueront à être couverts par les institutions s'occupant d'alimentation et d'agriculture situées à Rome. Les coûts différentiels associés au développement proposé des activités comprendront:

- L'administration du forum des membres et du Conseil consultatif, y compris les voyages des membres selon que de besoin: **100 000 dollars EU**.

Les coûts totaux estimés pour cet élément s'élèvent à **100 000 dollars EU**.

Les coûts bruts pour lesquels des ressources extrabudgétaires devront être mobilisées par l'Alliance se montent à 2,5 millions de dollars EU sur deux ans, comme résumé dans le tableau suivant:

## Programme proposé de mobilisation de ressources

### Résumé des coûts

Élément	Coût (\$EU)
<b><u>1. Augmentation des adhésions à l'Alliance</u></b>	<b>200 000</b>
<b><u>2. Plaidoyer mondial</u></b>	
• Matériels d'information	100 000
• Plaidoyer lors de 10 grands événements	1 000 000
• Plaidoyer lors d'événements moins importants	100 000
• Étude de faisabilité d'une campagne mondiale	50 000
Total partiel	<b>1 250 000</b>
<b><u>3. Soutien aux alliances nationales contre la faim</u></b>	
• Donations au profit du renforcement des capacités (10-12 alliances nationales)	400 000
• Matériel de formation	50 000
• Amélioration du site de l'AICF	50 000
• Participation des alliances nationales aux réunions du CSA	100 000
• Promotion de la constitution de 20 nouvelles alliances nationales	200 000
• Fonctionnaire chargé de la liaison des alliances nationales	150 000
Total partiel	<b>950 000</b>
<b><u>4. Coûts de gouvernance additionnels</u></b>	<b>100 000</b>
<b>Total</b>	<b>2 500 000</b>

### **B. Avantages**

L'application de ces ressources, comme décrit ci-dessus, permettra l'instauration d'un climat politique plus propice à la lutte contre la faim et la malnutrition, qui se concrétisera de la manière suivante:

- Davantage de ressources affectées par les gouvernements et le grand public à des programmes pertinents gérés par les membres de l'AICF et les gouvernements de pays disposant d'alliances nationales;
- Progrès plus rapides vers l'éradication de la faim et de la malnutrition, notamment dans les pays en développement qui disposent d'une alliance nationale active.
- Milieu politique et économique mondial plus sûr et stable.

Le secrétariat fera rapport périodiquement au CSA sur l'ampleur des impacts susmentionnés.

### **C. Mobilisation de ressources**

Le secrétariat établira, seul ou de concert avec le personnel chargé de la gestion des ressources des institutions membres, des contacts préliminaires immédiats avec des donateurs potentiels, afin de vérifier s'ils sont disposés à recevoir une proposition d'assistance financière officielle destinée à la totalité ou à une partie du programme proposé. Le présent document pourrait être utilisé pour ces consultations afin de fournir un aperçu des intentions de l'Alliance et une estimation de ses besoins financiers. Si le donateur exprime de l'intérêt, le secrétariat lui soumettra des propositions détaillées dans le format qu'il requerra.

Il existe plusieurs sources de financement éventuelles qui justifient un examen approfondi. Telles sont :

- Les fonds et les fondations qui promeuvent la coopération entre le système des Nations Unies et les ONG, notamment pour ce qui est de la réalisation des OMD;
- Les fondations et, éventuellement, les grandes ONG, qui s'attaquent elles aussi aux problèmes de la sécurité alimentaire et de la faim, et reconnaissent l'importance cruciale de renforcer, dans toute la mesure possible, l'engagement politique à l'appui de telles interventions;
- Les gouvernements et les institutions au sein des gouvernements, qui jouent un rôle moteur dans la promotion d'une action internationale plus décisive contre la faim, la malnutrition et la pauvreté.
- Les gouvernements qui ont appuyé vigoureusement le concept de l'AICF. .
- Les gouvernements qui insistent pour qu'une meilleure coordination s'instaure entre les institutions des Nations Unies, notamment les institutions s'occupant d'alimentation et d'agriculture situées à Rome
- Les gouvernements des pays développés qui possèdent une alliance nationale active.
- Les organismes régionaux intergouvernementaux fortement engagés à éradiquer la faim et la malnutrition.

Il est proposé que le secrétariat effectue un sondage auprès des organisation suivantes:

{ UN Foundation  
Bill and Melinda Gates Foundation  
Autres fondations: Rockefeller, Ford, Sodexo, Friedrich Ebert

{ Les gouvernements du Brésil, de Chili, de France, d'Allemagne, de l'Inde, d'Irlande, d'Italie, de la République populaire de Chine, du Portugal, d'Espagne, d'Afrique du Sud, de Suisse, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique (USDA et USAID en particulier)

Au cas où sont identifiées plusieurs sources potentielles de financement, il est conseillé au secrétariat de convoquer une réunion de donateurs pour formuler une stratégie de financement et un programme conjoints.

## V. Post scriptum : La faim et la malnutrition *peuvent* être éradiquées

En 1996, lors du Sommet mondial de l'alimentation, Amartya Sen a dit: "Nous vivons dans un monde où la faim est persistante, la sous-alimentation est généralisée et les famines sont fréquentes. Il est souvent estimé que rien ne puisse être fait pour remédier à ces situations désespérées ... Dans le monde d'aujourd'hui, un pessimisme implicite domine souvent les réactions internationales à ces misères, ce qui peut aboutir au fatalisme et à l'absence d'efforts sérieux visant à y porter remède. En réalité rien ne justifie un tel pessimisme, et il n'y a pas de preuves convaincantes pour démontrer l'immutabilité de la faim et de la privation ».<sup>7</sup>

Sen poursuit son exposé en soutenant qu'il s'agit moins d'accroître la production agricole que la mesure dans laquelle une personne ou une famille peut « obtenir, posséder et utiliser » son « droit » à l'alimentation. Dans les zones rurales, ce droit peut être obtenu par un petit exploitant qui augmente sa production et sa consommation alimentaires, et fait un usage plus productif non seulement de la terre mais aussi de la main-d'œuvre familiale. Ailleurs, les droits peuvent être acquis par un travail salarié, mais à court terme, dans de nombreux pays, notamment ceux où la répartition du revenu est très inégale et où sévit la pauvreté profonde, les droits pourraient devoir être concrétisés moyennant des transferts de revenus soigneusement ciblés ou une aide alimentaire directe, par des repas scolaires et des programmes d'alimentation des enfants, par exemple. L'éducation nutritionnelle peut s'avérer un élément essentiel de tout programme, afin d'assurer que ceux qui ont la possibilité d'avoir accès à des aliments meilleurs et plus abondants les choisissent et les utilisent de façon à accroître au maximum leur impact nutritionnel.

Le contraste est saisissant entre ce qui est écrit et débattu lors d'innombrables réunions – à un coût énorme – sur la façon de concrétiser la sécurité alimentaire, et ce qui est fait en réalité pour assurer, en termes pratiques, que les gens jouissent de suffisamment d'aliments nourrissants pour manger de façon saine. Ce qui est pire c'est qu'une grande partie des discours porte sur la raison pour laquelle aucune action particulière n'est nécessaire en ce qui concerne la faim (voir l'encadré qui suit). Pendant que les débats se poursuivent, des millions de personnes risquent une mort prématurée.

---

<sup>7</sup> Sen, Amartya, *Hunger in the Modern World*, rapport présenté lors de la journée des parlementaires à l'occasion du Sommet mondial de l'alimentation, 15 nov. 1996.

## Les cinq mythes de la réduction de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté

Cinq *mythes* concernant ce thème ont envahi la pensée généralement admise et sont devenus des prétextes d'inaction. L'Alliance devra les annihiler si elle veut que les moyens disponibles pour combattre efficacement la faim et la malnutrition reçoivent le soutien mondial qu'ils méritent et dont ils ont besoin.

**Premier mythe** : *L'homme a toujours vécu aux côtés de la faim et doit continuer à le faire.* Comme l'estime Sen, dans la citation présentée au début de ce chapitre, ce fatalisme est injustifié.

**Deuxième mythe** : *Les chercheurs devront identifier de nouvelles techniques agricoles pour que la productivité agricole puisse s'accroître.* Même à l'aide des simples techniques existantes et avec une dépendance limitée vis-à-vis des intrants achetés, un nombre immense de petits exploitants, privés eux-mêmes d'une alimentation adéquate, pourraient atteindre des niveaux de nutrition familiale bien plus élevés grâce à un enseignement informel. Maintes nouvelles techniques sont hors de la portée des très pauvres, mais pourraient entraîner la saturation des marchés locaux par ceux qui ont un accès privilégié aux services.

**Troisième mythe** : *La faim et la malnutrition disparaîtront grâce à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté.* Le fait que des millions de personnes pâtissent de la faim et de la malnutrition dans les pays riches du monde montre qu'il s'agit d'une supposition erronée. En outre, tant que la faim et la malnutrition sévront à grande échelle, les pays seront incapables d'atteindre les taux élevés de croissance économique nécessaires pour réduire la pauvreté. Les réductions accélérées de la faim et de la malnutrition ne pourront se concrétiser que par des actions directes soigneusement orientées vers ceux qui souffrent.

**Quatrième mythe** : *Les transferts de revenus et les programmes alimentaires créent des dépendances et lèsent la dignité humaine.* Qu'il suffise de dire qu'aucune situation n'est plus nocive pour la dignité d'un être humain que la nécessité de mendier des aliments ou d'être malade à cause de leur absence. Dans de telles situations, les transferts de divers types (allocations familiales, programmes de travaux publics, repas scolaires, etc.) donnent aux individus et aux familles la possibilité de faire des choix. Ils peuvent également stimuler les marchés locaux. Toutes les preuves indiquent que plus le bénéficiaire est pauvre plus sage sera la décision sur l'utilisation des ressources extrabudgétaires.

**Cinquième mythe** : *Les grands programmes de transfert sont inabordables sur le plan fiscal.* Grâce à son programme « Faim zéro », le Brésil a montré qu'un grand programme d'allocations familiales, qui octroie à un quart des familles brésiliennes un montant de 30 dollars par mois environ, peut être facilement financé par le budget fédéral sans causer de déficits financiers ou d'inflation. Des programmes analogues, qui prévoient le transfert de sept dollars par mois par famille, se sont avérés réalisables en Afrique de l'Est. Dans le moyen terme, ils s'autofinanceront grâce aux avantages économiques qu'ils produiront par l'amélioration des capacités d'apprentissage, de la santé et de l'aptitude à l'emploi des bénéficiaires.

L'équipe spéciale sur la faim du Projet du Millénaire a intitulé son rapport : « Réduire de moitié la faim : cela peut se faire »<sup>8</sup>, et a identifié de nombreuses mesures à prendre pour atteindre l'objectif fixé pour 2015. Le Programme de lutte contre la faim<sup>9</sup>, présenté par la FAO au Sommet mondial de l'alimentation : *cinq ans après*, a également défini les principaux éléments de programmes réussis de réduction de moitié de la faim<sup>10</sup>. Et, de plus en plus souvent, les pays s'engagent à mettre en œuvre de grands programmes de sécurité alimentaire nationaux à composants multiples.. La question n'est pas tant de savoir ce qu'il faut faire, mais comment s'attaquer à la faim et à la malnutrition à une échelle et avec une urgence compatibles avec l'importance énorme du problème, et le fait qu'elles représentent la principale cause de mortalité prématurée qui menace l'humanité aujourd'hui.

La tâche qui incombe à l'Alliance est de convaincre un monde sceptique que la faim et la malnutrition peuvent être éradiquées au cours de notre génération et qu'il est dans l'intérêt de tous – les pauvres comme les riches - d'avancer aussi rapidement que possible vers cet objectif.

<sup>8</sup> Projet du Millénaire, *Halving hunger: it can be done*, Londres et Sterling Va., 2005

<sup>9</sup> FAO, *Anti-Hunger Programme: A twin-track approach to hunger reduction: priorities for national and international action*, Rome, 2002

<sup>10</sup> Voir aussi, Trueba, Ignacio, *El fin del hambre en 2025 – un desafío para nuestra generación*, Madrid 2006

**Annexe 1**  
**1.1 Alliances nationales contre la faim actives**

<b>Pays n'appartenant pas à l'OCDE</b>	<b>Dirigées par</b>
<u>Afrique</u>	
Bénin	Société civile
Burkina Faso	Société civile
Cameroun	Société civile
Gambie	Société civile
Côte d'Ivoire	Gouvernement
Ghana	Gouvernement
Mali	Société civile
Rwanda	Gouvernement
Sénégal	Gestion conjointe
Sierra Leone	Société civile
<u>Asie</u>	
Indonésie	Gouvernement
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>	
Bolivie	Gouvernement
Équateur	Gouvernement
Guatemala	Gouvernement
Nicaragua	FAO/secteur privé
Paraguay	Gouvernement
<u>Proche-Orient</u>	
Jordanie	Gestion conjointe
Liban	Société civile
<b>Total</b>	<b>18</b>
<b>Pays de l'OCDE</b>	<b>Dirigées par</b>
<u>Europe</u>	
France	Gestion conjointe
Suisse	Société civile
<u>Amérique du Nord</u>	
E.-U.A.	Société civile
Canada	Société civile
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>	
Brésil	Société civile
<b>Total</b>	<b>5</b>

## 1.2 Pays souhaitant former des alliances nationales contre la faim

<b>Pays n'appartenant pas à l'OCDE</b>	<b>Dirigées par</b>
<u>Afrique</u>	
Angola	Gouvernement
Guinée	Société civile
Kenya	Gestion conjointe
Madagascar	Société civile
Mozambique	Gouvernement
Afrique du Sud	-
Swaziland	Gouvernement
Ouganda	Gouvernement
<u>Asie</u>	
Bangladesh	
Inde	Gouvernement
Philippines	-
Thaïlande	Gouvernement
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>	
Argentine	Société civile
République dominicaine	Gouvernement
El Salvador	Gouvernement
Haïti	Gouvernement
Panama	-
Pérou	Gouvernement
Venezuela	Société civile
<u>Proche-Orient</u>	
Égypte	Gouvernement
Syrie	Gouvernement
Maroc	Gouvernement
<b>Total</b>	<b>22</b>

<b>Pays de l'OCDE</b>	<b>Dirigées par</b>
<u>Europe</u>	
Irlande	Société civile
Italie	Société civile
Royaume-Uni	Société civile
<b>Total</b>	<b>3</b>